

**Convention collective**

**IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES  
(Ain, Doubs et Jura)  
(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,  
*Journal officiel* du 24 février 2002)

---

**AVENANT N° 26 DU 4 JUILLET 2013**

NOR : AGRS1497009M

IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;

La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;

La fédération départementale des coopératives laitières du Jura,

D'une part, et

L'UR CFDT de Franche-Comté ;

L'UD CFDT de l'agroalimentaire de l'Ain ;

La fédération CFTC de l'agriculture ;

L'UR CFE-CGC de Franche-Comté ;

L'UD CFE-CGC de l'Ain ;

L'UNSA2A,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article V.7 « Indemnité de licenciement » est modifié comme suit :

« Une indemnité distincte du préavis sera accordée, sauf en cas de faute grave ou de faute lourde, aux salariés ayant une ancienneté minimale ininterrompue de 1 an dans l'entreprise.

L'indemnité de licenciement ne pourra être inférieure à 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoutent 2/14 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité sera la rémunération brute des 12 derniers mois ou, selon la formule la plus avantageuse, la moyenne des 3 derniers mois, étant entendu que toutes les primes ou gratifications de caractère annuel ne seront prises en compte qu'au prorata du temps. »

## **Article 2**

L'article III.1 « Classification des emplois » est modifié comme suit :

« 3.1.c Vendeur. – Vendeuse :

3<sup>e</sup> niveau : coefficient 240.

Pour les détenteurs du certificat de qualification professionnelle d'animateur(trice) d'espace de vente des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura, et dans ce cadre est charg(é)e de :

- l'organisation et de l'animation de l'espace de vente ;
- l'organisation de la vente des produits de la fruitière et autres produits de la région ;
- la gestion de l'unité commerciale ;
- garantir la qualité ;
- l'hygiène et la sécurité ;
- la communication et l'accueil touristique. »

## **Article 3**

L'article IV.7 « Recours aux heures complémentaires » est modifié comme suit :

« a) Limites du recours

Les salariés embauchés à temps partiel pourront être amenés à effectuer des heures complémentaires dans la limite de 1/3 de la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail prévue au contrat.

Cependant, la réalisation de ces heures complémentaires ne peut avoir pour effet de porter la durée du travail du salarié au niveau de la durée légale du travail.

b) Paiement des heures complémentaires

Les heures complémentaires effectuées dans la limite de 1/10 de la durée hebdomadaire ou mensuelle prévue au contrat donnent lieu à majoration de salaire de 10 %.

Chacune des heures complémentaires effectuées par le salarié au-delà de 1/10 de la durée prévue au contrat donne lieu à majoration de salaire de 25 %. »

## **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs de la DIRECCTE Franche-Comté. Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 4 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)